

Il n'y a pas longtemps, un observateur disait d'un ton songeur que la chute du communisme en Europe de l'Est marquait la fin de l'histoire. Le discours sur la victoire, les «dividendes de la paix» et le «nouvel ordre» a vite fait place au pessimisme. La montée de l'autoritarisme et la répression ethnique exercée sur une vaste échelle dans certaines régions de l'ancienne Union soviétique, ainsi que les problèmes survenus en Yougoslavie - de même que la récession économique qui se prolonge en Occident - nous amènent à faire des comparaisons avec le monde tel qu'il était dans les années 1930, voire en 1914.

Il semblerait qu'on ait crié victoire trop tôt.

Mais on observe aussi certaines tendances plus encourageantes. Un réseau d'institutions internationales, fondées sur la primauté du droit et l'art du compromis, a été soigneusement mis sur pied depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Et ses possibilités se sont développées avec la fin de la Guerre froide. Les Nations Unies peuvent maintenant poursuivre leurs travaux sans la menace constante d'un veto et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) peut entreprendre, avec le soutien de presque tous ses membres, d'importantes missions d'enquête et de renforcement de la confiance dans l'ancienne Yougoslavie. Le Canada joue un rôle actif dans ce processus, comme en témoigne la priorité qu'il accorde à la sécurité dans le monde.

Le nouvel environnement de la sécurité

Le contexte global - le nouvel environnement de la sécurité dans lequel le Canada s'insère et fonctionne - évoque, dans une certaine mesure, l'univers brutal et pervers de Hobbes. Cela saute aux yeux quand on regarde ce qui se passe en Europe et que l'on compare le vent d'espoir et d'optimisme qui y soufflait en 1989 et en 1990 à la réalité de 1992.

Si on oublie un instant, autant que faire se peut, la destruction et la mort insensées qui frappent l'ancienne Yougoslavie, voici les gros titres qu'on lit dans les quotidiens russes : «La guerre se poursuit au Nagorny-Karabakh», «Accident radioactif au Bélarus», «Les hostilités se poursuivent entre la Géorgie et l'Abkhazie», «Le rouble est à son plus bas», «Présence éventuelle de forces de maintien de la paix au Tadjikistan», «La Russie continuera de défendre les intérêts de ses ressortissants dans les États baltes».

Il est évident que l'espace géographique qui contenait autrefois l'Union soviétique est devenue la source de conflits aigus et chroniques d'ordre économique, social et politique. Cela mobilise les esprits dans les pays voisins, depuis les nouvelles démocraties de l'Europe centrale et orientale - et donc de l'Europe occidentale -, jusqu'à la Chine, au Pakistan et à l'Inde, sans parler de la Turquie et de l'Iran.